



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## Nouvelle-Calédonie : risque d'ingérences étrangères

Question écrite n° 14104

### Texte de la question

M. Sébastien Chenu alerte M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur le risque d'ingérences étrangères qui pourraient affecter les discussions institutionnelles en Nouvelle-Calédonie. La presse a relayé les efforts de certains pays étrangers visant à affaiblir l'influence française dans la zone pacifique en raison de ses enjeux géostratégiques. Ces influences risquent potentiellement d'altérer le processus démocratique et l'intégrité des élections à venir. La manipulation de l'opinion publique constitue une menace subtile et pernicieuse pour la démocratie en Nouvelle-Calédonie. Les campagnes sophistiquées de désinformation, pouvant être orchestrées de manière clandestine par des acteurs étrangers, visent à altérer les perceptions et les choix des citoyens. Elles cherchent à influencer les opinions en favorisant parfois des candidats ou des idées spécifiques, perturbant ainsi le débat démocratique. Parallèlement, les risques liés aux financements illicites représentent une autre menace sérieuse pour l'intégrité des élections en Nouvelle-Calédonie. L'injection de fonds provenant de sources étrangères dans les campagnes électorales peut considérablement fausser le jeu démocratique. Ces financements opaques et non réglementés peuvent influencer indûment les choix des électeurs en favorisant des intérêts étrangers, compromettant ainsi la souveraineté des décisions prises par les citoyens. Il est donc nécessaire que les mesures de sécurisation soient renforcées et spécifiquement adaptées à la réalité néo-calédonienne. L'efficacité et la robustesse des dispositifs de sécurité sont cruciales pour préserver l'autonomie décisionnelle des citoyens néo-calédoniens dans un processus électoral libre de toute ingérence étrangère. Il sollicite des informations sur les mesures de sécurisation et de contrôle mises en place par le ministère de l'intérieur et des outre-mer pour prévenir et contrer toute tentative d'influence extérieure lors de cette révision constitutionnelle et pour les prochaines élections provinciales.

### Données clés

**Auteur :** [M. Sébastien Chenu](#)

**Circonscription :** Nord (19<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 14104

**Rubrique :** Outre-mer

**Ministère interrogé :** Intérieur et outre-mer

**Ministère attributaire :** [Intérieur et outre-mer](#)

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [26 décembre 2023](#), page 11668

**Question retirée le :** 11 juin 2024 (Fin de mandat)